

La rencontre nationale de notre collectif syndical intervient dans un contexte mondial marqué par sa complexité tant au niveau international, africain que national.

I. Situation internationale

La situation internationale reste marquée par la crise généralisée du système capitaliste impérialiste mondial qui s'est davantage approfondie, exacerbant les contradictions fondamentales de notre époque. Cette crise se manifeste notamment par :

- ◆ Les luttes inter-impérialistes pour le repartage du monde. A cet effet, les puissances impérialistes et leurs alliés fomentent des guerres civiles réactionnaires féroces dans le seul but de soumettre les pays à leurs diktats afin de piller impunément les richesses des peuples : Irak, Afghanistan, Syrie, Lybie, Yémen, Mali, Soudan, RDC etc.
- ◆ La bourgeoisie impérialiste mondiale veut faire payer aux peuples les conséquences de sa crise, ne cherchant que son profit et ce aux dépens du bien-être de la classe ouvrière et des peuples du monde comme l'illustre le cas de la Grèce.

La crise se manifeste également par le développement de pratiques et phénomènes avilissant l'humanité et dangereux pour elle : terrorisme islamiste, trafics en tous genres comme ceux d'êtres humains, de faux médicaments, de drogues, d'armes, blanchiment de l'argent sale à travers les banques et les places boursières, etc.

Cette politique criminelle qui décime les populations sous nos yeux est l'œuvre de tous les partis politiques bourgeois, de droite comme de gauche (les partis dits socialistes) qui, par leur faillite totale créent un terrain favorable à la naissance et à la montée en puissance de partis racistes et xénophobes dans les pays développés, notamment en France où le Front National rêve de conquérir le pouvoir d'Etat. La surprenante victoire de Donald TRUMP aux Etats-Unis est un exemple éloquent de cet état de fait. . Il découle de là que tous les partis bourgeois au même degré sont comptables de la précarité dans laquelle vivent les peuples.

◆ La classe ouvrière et les peuples tant dans les métropoles impérialistes que dans les pays dépendants et les néo--colonies s'élèvent courageusement contre la misère, l'exclusion sociale et économique, la vie chère dans lesquelles les plonge la mondialisation ultralibérale.

II. Situation africaine

L'Afrique subit de plein fouet les retombées catastrophiques de la crise du système capitaliste impérialiste mondial ; du fait de ses immenses richesses naturelles, elle compte parmi les terrains privilégiés des affrontements entre les puissances impérialistes rejointes par les pays émergents. On y assiste au retour des guerres de rapine et à l'installation de bases militaires à l'image des bases militaires françaises et américaines, des centres d'écoute, d'espionnage et de drones sous prétexte de lutte contre le terrorisme islamiste au Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad, etc. Créé ou suscité par l'impérialisme pour défendre ses intérêts, le terrorisme se manifeste horriblement, notamment dans toute la bande Sahélo-Saharienne (AQMI, Boko haram, Shebabs...), mais ces manifestations, à elles seules, ne peuvent pas justifier la concentration de moyens et d'efforts de guerre de la part de ces puissances. Pour notre part, en réalité, la lutte contre le terrorisme n'est ici qu'un subterfuge des puissances impérialistes, France et USA notamment, pour sauvegarder ou conquérir des positions géopolitiques et géostratégiques dans les pays de la bande Sahélo-Saharienne afin d'y renforcer leur domination néo-coloniale. Dans leurs manœuvres criminelles, ces puissances impérialistes s'appuient sur la bourgeoisie réactionnaire des pays concernés juchée à la tête des Etats néo-coloniaux totalement faillis.

Aussi pour servir leurs intérêts égoïstes et ceux de leurs maîtres, on note que dans de nombreux pays africains sont maintenus des régimes dictatoriaux et corrompus animés par des dirigeants qui font tout pour se pérenniser au pouvoir (Cameroun, Gambie, Burundi, Rwanda, RDC). Il en résulte que les populations laborieuses vivent dans une grande misère sociale ; misère que fuient tant de jeunes à la recherche hypothétique d'un mieux-être ailleurs notamment en Europe, au risque des souffrances de toutes sortes et de la mort en mer ou dans le désert qui jalonnent le chemin de l'émigration.

Les peuples africains en dépit des conditions difficiles (corruption, insécurité liée notamment aux attaques terroristes, mal gouvernance etc.) mènent des luttes parfois héroïques qui, par endroits, ont culminé en insurrections populaires ayant entraîné la chute des régimes dictatoriaux en place, comme ce furent les cas en Tunisie, en Egypte et au Burkina Faso.

Ces victoires historiques qui sont l'œuvre des grandes masses populaires, particulièrement des jeunes qui ont pris conscience à travers leur propre expérience, confirment si besoin en était que ce sont les masses populaires conscientisées, mobilisés et organisées dans des luttes implacables, sous une direction politique conséquente qui font l'histoire.

III. Situation nationale

La situation nationale, reste marquée par l'approfondissement de la crise révolutionnaire que connaît notre pays, crise qui se manifeste à travers un certain nombre d'évènements.

En effet, l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 a contraint Blaise COMPAORE à la démission et à l'exil en Côte-d'Ivoire. Paniqués par la combativité et l'héroïsme dont ont fait preuve le peuple et la jeunesse populaire, l'impérialisme notamment français bénéficiant de la complicité de toute la classe politique bourgeoise réactionnaire et leurs OSC acquises, n'hésita pas à fomenter un coup d'Etat en s'appuyant sur le régiment de sécurité présidentielle (RSP).

Face au rejet de cette forfaiture par notre peuple, un régime dit de transition a été rapidement mis en place avec pour feuille de route contenir les luttes populaires dans certaines limites, créer un climat politique « apaisé » et favorable au déroulement dans le calme des futures élections. Cela devait donner aux puissances impérialistes le temps et la latitude de remettre de l'ordre au sein de la bourgeoisie réactionnaire locale afin de faciliter l'arrivée d'un nouveau pouvoir néocolonial fort et capable de conjurer une éventuelle insurrection.

En plus de ce complot ourdi contre notre peuple, la ténacité du clan mafieux de Blaise COMPAORE à reconquérir le paradis perdu s'est exprimée entre autres par des menaces et des appels à la violence des dignitaires du CDP et par les blocages répétés du fonctionnement du gouvernement de transition par l'ex-RSP qui, en fin de compte a perpétré un coup d'Etat militaire défensif de type fasciste le 16

septembre 2015 sous la direction du général Gilbert DIENDERE. Ce putsch orchestré par le RSP avait pour objectifs principaux non seulement la restauration du régime déchu de Blaise COMPAORE, mais aussi et surtout la remise en cause des acquis de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014.

Tirant leçon de l'insurrection populaires des 30 et octobre 2014, notre peuple opposa une résistance farouche à ce putsch fasciste et paya de la vie de nombreux de ses fils pour faire échec à cette nième forfaiture du RSP et pour imposer sa dissolution immédiate. A travers le mot d'ordre de grève général lancé par l'UAS, alors sous la direction de la CGT-B, le mouvement syndical de notre pays apporta une contribution salutaire au succès de la résistance populaire qui mit en échec sans appel le putsch du 16 septembre 2015 et le complot de l'impérialisme notamment français à travers la médiation des chefs d'Etat de la CEDEAO qui visait ni plus ni moins qu'à entériner ledit putsch afin de consacrer le retour du régime déchu de Blaise COMPAORE.

Force est donc de constater que l'aspiration à un changement radical en sa faveur exprimé par notre peuple à travers l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et la résistance populaire au putsch du 16 septembre 2015 ne figurait pas, loin s'en faut, dans l'agenda du pouvoir de la transition. Par son bilan, la transition a confirmé largement nos doutes quant à sa capacité à améliorer de manière significative le sort du peuple en général et celui des travailleurs en particulier.

L'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et la résistance populaire victorieuse au putsch du 16 septembre 2015 ont montré la maturité de notre peuple, son refus de l'arbitraire et son attachement aux valeurs démocratiques. En consentant d'énormes sacrifices, notre peuple a arraché d'importants acquis que nous devons œuvrer non seulement à valoriser, à défendre mais surtout à approfondir.

Ce sont notamment :

- ◆ la prise de conscience par notre peuple de ses forces, de ses capacités ; il a montré que l'insurrection n'est pas une vue de l'esprit en contraignant un président qui avait mis en place un système de domination et qui se considérait comme un homme fort à fuir le pays ;

- ◆ le maintien et l'élargissement des espaces de liberté (suppression des zones rouges à travers l'abrogation de l'arrêté N°2010/011/CO/DAJC du 1^{er} février 2010, le maintien et le développement des émissions interactives et plus généralement le renforcement de la liberté de presse, etc.;
- ◆ l'entrée en lutte des différentes couches populaires, y compris les masses rurales qui revendiquent le droit de s'organiser de façon autonome pour imposer la prise en compte de leurs préoccupations. La mise en place des koglweogo entre dans ce cadre ;
- ◆ la réouverture des dossiers de crimes de sang et de crimes économiques et la poursuite de leur instruction (cas de Norbert ZONGO, Thomas SANKARA, DABO Boukary, Dossier Guiro etc.) ;
- ◆ la mise aux arrêts des acteurs du putsch de septembre 2015 et des personnes impliquées dans des malversations foncières ;
- ◆ la dissolution du RSP le 26/9/2016 ;
- ◆ la dénonciation de la présence dans notre pays des bases militaires des puissances impérialistes notamment la France et les USA;
- ◆ la prise de textes confortant la séparation des pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif ;
- ◆ la prise de mesures contre la vie chère (baisse des prix des hydrocarbures, du ciment, adoption de la loi 081 portant statut général de la fonction publique,) ;
- ◆ les engagements du gouvernement sur la vérité et la justice sur les martyrs de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et du putsch de septembre 2015 ;
- ◆ les engagements du gouvernement concernant la relecture des lois 027, 028 et 033, la baisse des loyers des marchés et yaars, la mise en place d'un fichier informatique du foncier, etc;
- ◆ le maintien et le renforcement du cadre de l'Unité d'Action Syndicale en dépit des tentatives de la liquider par des attaques du président et du premier ministre de la transition, de certains partis politiques bourgeois, de certains organes de presse, de certaines Organisations de la Société Civile (OSC), etc. ;
- ◆ le lancement et la réussite d'une grève politique historique sous la forme d'une grève générale ayant paralysé tous les secteurs d'activité de la vie nationale, en tant que contribution du mouvement

syndical à la lutte du peuple pour faire échec au coup d'Etat de type fasciste du RSP et du Général

Gilbert DIENDERE ;

◆ l'élargissement des libertés démocratiques et syndicales par la création de syndicats dans certains secteurs d'activités qui n'en avaient jamais connus ou qui les avaient vu disparaître totalement (Garde de sécurité pénitentiaire, Péage, Police nationale, etc.) ;

◆ Etc.

Il convient alors de souligner avec force que toutes les manœuvres de l'impérialisme notamment français à travers le pouvoir de la transition ne visent qu'un but : renforcer le système néo-colonial et en conséquence entre autres anéantir les acquis ci-dessus évoqués.

Organisées dans l'optique d'atteindre ce but, les élections couplées présidentielles et législatives du 29 novembre 2015 ont porté le MPP au pouvoir sans pour autant mettre fin à la crise qui secoue notre pays consécutive à la faillite du néocolonialisme.

En effet, le pouvoir du MPP, un an après son arrivée n'a proposé aucune perspective crédible aux problèmes fondamentaux de notre peuple.

Au plan de la justice, le pouvoir s'est montré totalement incapable de s'attaquer à l'impunité des crimes économiques et de sang. A ce niveau, les prédateurs et autres pilliers des richesses de notre peuple se la coulent douce tant au pays qu'à l'étranger. Même ceux qui avaient été arrêtés et détenus ont presque tous été libérés et pour tenter de cacher ses manœuvres, le pouvoir évoque la soit-disante « indépendance de la justice » comme si la justice, partie intégrante de l'appareil d'Etat, n'était pas une institution qui est en ses mains.. Ainsi, les dossiers de crimes de sang : ceux de Norbert ZONGO et ses compagnons d'infortune, de DABO Boukary, Thomas SANKARA, des martyrs de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et de la résistance victorieuse au putsch du 16 septembre 2015 etc. en réalité piétinent toujours.

On assiste à une gestion approximative sinon des tâtonnements francs dans la gestion de questions importantes comme la question sécuritaire.

Au plan économique et social, le PNDES qui est le référentiel du pouvoir n'est autre qu'une variante des PAS à l'instar des précédentes que furent : le PPTE, le CSLP, la SCADD. A ce titre, les promesses de financement de l'impérialisme et ses institutions financières qui font couler tant d'encre et de salive expriment leur engagement à investir pour des profits maximums tout en tentant de sauver le système néo-colonial failli. C'est pourquoi, le PNDES vise à faire payer la faillite dudit système par notre peuple. Il ne s'agit donc pas d'une panacée pour le sortir de la misère, bien au contraire, la mise en œuvre du PNDES aura essentiellement pour conséquences l'aggravation des problèmes auxquels sont confrontées les masses populaires à savoir ceux de santé, d'éducation, de vie chère, de chômage des jeunes, etc.

Le pouvoir, au plan social, travaille à la remise en cause des acquis de l'insurrection et de la résistance héroïque au putsch du 16 septembre 2015. C'est dans cette optique que se situent le mépris, les intimidations et les velléités répressives des luttes des masses populaires des villes et des campagnes, luttes qui expriment leurs légitimes aspirations à de meilleures conditions d'existence et à un monde plus juste.

En somme, de la gouvernance générale du pays, on note :

- ◆ une tentative de remise en cause des engagements pris et consignés dans le communiqué final de la rencontre gouvernement/syndicats du vendredi 11 septembre 2015 ;
- ◆ des levées de mandats d'arrêts dans le cadre du putsch manqué de septembre 2015;
- ◆ une multiplication des luttes sectorielles : greffiers, magistrats, Gardes de Sécurité Pénitentiaires, informaticiens, enseignants, santé, secrétaires, finances, péages, etc. liées au non-respect des protocoles d'accords et au refus d'examiner les préoccupations souvent anciennes soumises par les syndicats ;
- ◆ des tentatives des autorités actuelles d'assurer l'impunité aux auteurs de crimes de sang et de crimes économiques : absence de poursuites contre les auteurs de détournements, de vols, et autres pillages des ressources. Ainsi, tout en refusant de traiter les préoccupations soumises par les masses populaires sous prétexte que les caisses sont vides, le gouvernement n'entreprend rien pour recouvrer

les biens spoliés , y compris ceux que lui-même dénonce : blanchiment d'argent, disparition de véhicules, importantes dettes engendrées par les médiations juteuses de Blaise COMPAORE, détournements des cotisations des ressortissants burkinabè en Côte d'Ivoire destinées à la construction de la maison du Burkina à Abidjan, accaparement de parcelles, etc. Si on ajoute à ceux-ci les vieux dossiers de crimes économiques traités par l'ASCE-LC, la cour des comptes, etc. on ne peut qu'être révoltés par l'évocation répétée du manque de ressources ;

- ◆ l'écriture en cours de l'avant-projet de la constitution de la V^{ème} République ;
- ◆ des menaces contre les groupes d'auto-défense appelés « Koglweogo » : sur cette question, la position de notre collectif est celle de l'UAS à savoir que les citoyens ont le droit de se protéger et de se défendre face à tout malfaiteur. Les groupes d'autodéfense sont nés de l'incapacité de l'Etat à assurer aux citoyens leur sécurité mais aussi à lutter contre l'impunité. En effet, durant 27 ans, les tenants du pouvoir ont cultivé l'affairisme, le clientélisme, le mercenariat et la division au sein de nos forces de Défense et de Sécurité (FDS), toute chose qui les a éloignées de leur mission de défense du territoire et de sécurisation des populations : traitement discriminatoire et inhumain, manque de matériel de protection et de défense, manque de formation adéquate ; surarmement du RSP pour la sécurité du clan COMPAORE et pour des interventions mercenaires, transformation de certaines entités militaires en milices familiales, etc. ;
- ◆ des débats sur l'incivisme : il nous a été donné de constater que bien souvent, les censeurs qui évoquent l'incivisme se limitent au non respect du code de la route et autres petites manifestations. Ils oublient bien souvent les graves manquements au civisme dont sont auteurs les dirigeants et leurs amis et qui ont cultivé l'incivisme des petites gens. Car il n'y a pas plus inciviques que les crimes de sang et les crimes économiques, et l'impunité qui couvre les grands délinquants, la corruption dans les passations de marché et autres fraudes fiscales et douanières, les marchés mal exécutés, etc. C'est pourquoi, tout en convenant de la nécessité de lutter contre l'incivisme, nous estimons que cette lutte doit prendre en compte la nécessité d'une instruction sérieuse et du jugement des dossiers de crimes de sang et de crimes économiques en vue d'un châtement exemplaire aussi bien des exécutants

que des commanditaires et complices. Bien entendu, ces dossiers intègrent ceux des martyrs de l'insurrection et du putsch manqué.

◆ les conflits liés aux élections et la mise en place des maires : le collectif CGT-B note que ces conflits, plus exactement ces bagarres qui opposent les élus et militants des partis, parfois même à l'intérieur d'un même parti, illustrent à souhait que ce qui guide les intéressés, ce sont leurs intérêts particuliers. Pire, ce sont que ces antagonistes qui en arrivent à saccager ou à brûler des édifices publics, qui prétendent à gouverner leurs cités. En tout état de cause, nous dénonçons ces comportements et invitons nos militants et les travailleurs à les dénoncer et à s'en démarquer ;

◆ à propos des bases militaires étrangères dans notre pays, notre collectif syndical estime qu'elles représentent une menace à la souveraineté et à la sécurité de notre pays, comme l'ont montré les attaques terroristes perpétrées en début d'année. C'est pourquoi elle exige leur démantèlement.

Au regard de ce qui précède, il faut saluer le développement de luttes multiples et multiformes au sein de l'ensemble de notre peuple pour prendre son destin en main contre la misère et pour l'avènement d'un progrès social véritable.

IV. LA SITUATION DES SYNDICATS DU POLE SYNDICAL REVOLUTIONNAIRE DE LUTTE DE CLASSES.

Les syndicats professionnels du collectif syndical CGT-B se situent dans le pôle du courant du syndicalisme révolutionnaire de lutte de classes mais tous n'ont pas opté à travers leurs textes fondamentaux formellement pour l'orientation syndicale révolutionnaire de lutte de classes.

D'autres, bien qu'ayant fait le choix du syndicalisme révolutionnaire de lutte de classes, organisent des instances et des luttes en ne respectant pas les principes de base du syndicalisme révolutionnaire de lutte de classes.

La voie du syndicalisme révolutionnaire de lutte de classes exige la liaison des luttes revendicatives des travailleurs avec les luttes du peuple. Le constat est que des syndicats du collectif CGT-B sous la pression de la base développent un corporatisme plus ou moins prononcé qui dans certains cas gênent

la prise en charge des préoccupations fédératrices de leur propre organisation et celles liées aux masses.

Des syndicats ayant une allure fédérative n'ont toujours pas pu créer une fédération formelle laissant en rade des travailleurs dont les problèmes sectoriels ne sont pas suffisamment pris en compte par leur syndicat. Ce qui a comme conséquence la création de syndicats de collaboration par le pouvoir bourgeois ou des groupes politiques bourgeois opposés aux intérêts des travailleurs.

Ces différentes insuffisances non exhaustives peuvent s'empirer du fait que de nouveaux syndicats au sein desquels aucun travail d'orientation sur la ligne révolutionnaire de lutte de classes n'a été effectué.

Les demandes d'adhésion enregistrées au niveau de la CGT-B ont été traitées dans le sens du respect des conditions minimales de création des syndicats du syndicalisme révolutionnaire de lutte de classes. A savoir l'adoption dans les textes fondamentaux des principes de ce type de syndicalisme. Sur cette base, parmi les différentes demandes seul le SYNAS a été admis. Les autres demandes ont été placées dans la perspective d'une admission dans le cadre du Collectif CGT-B avec une clarification de la question de ligne.

Sont donc à examiner l'admission au sein du collectif CGT-B les syndicats suivants :

- SYNAFI,
- SYNACIT,
- SYNTPTIC,
- SYNAGRH
- SYNASEB, syndicat des Secrétaires,
- SYNAMICA.

Le cas des GSP doit être traité à part avec le syndicat des policiers qui sont des personnels paramilitaires. Ils sont à considérer comme des partenaires de travail du Collectif CGT-B compte tenu de leur spécificité.

V. LES LUTTES DEVELOPPEES PAR LES SYNDICATS EN 2016.

Dans un contexte post-insurrectionnel et de résistance au coup d'Etat de type fasciste perpétré par le RSP, notre peuple est dans la posture de défense des acquis engrangés, aussi bien sur le plan politique, organisationnel que matériel. Un des aspects importants des acquis politiques et organisationnels c'est le développement de l'esprit de lutte avec l'élévation du niveau politique des masses qui mettent en œuvre des formes de lutte originales pour défendre leurs revendications.

Les travailleurs en se mettant en mouvement à travers des grèves, dans de nombreux secteurs, ont avancé des revendications relatives à l'amélioration des conditions de vie et de travail. Les secteurs suivants dont les syndicats sont membres ou aspirant à être membres du Collectif CGT-B, ont été concernés : les télécommunications, l'information, la santé humaine et animale, l'éducation préscolaire, primaire, secondaire et supérieur, la recherche, les péages, les impôts, le trésor, le sport, les contrôleurs et inspecteurs du travail... Il s'agit de :

Le SYNATEL : Septembre 2016. Protestation contre le mépris de la direction, l'amélioration des conditions de travail avec plus de justice entre les travailleurs et la dénonciation des fuites de capitaux à l'ONATEL. Grève et sit-in.

Le SYNATIC : Octobre 2016. Pour la satisfaction de la plateforme revendicative. Grève et sit-in.

Le SYNTSHA : Octobre et Novembre 2016. Pour la satisfaction de la plateforme revendicative. Et la dénonciation du refus de dialogue du gouvernement. Grèves, sit-in et marche.

Le SYNTAS :

F-SYNTER :

F-SYNTER/SNESS/SYNADEC :

Le SYNAPAR : Décembre 2016. Pour la satisfaction de la Plateforme revendicative et dénoncer le refus de la direction d'appliquer le statut du personnel.

Le SNAID :

Le SATB :

Le SYNAS :

Le SYNACIT :

Le SYNTPTIC :

La coordination des comités CGT-B des péages :

D'une façon générale, les luttes ont eu pour objet la satisfaction des plateformes revendicatives exigeant l'amélioration des conditions de vie et de travail. Certaines plateformes ont pris en compte des revendications touchant aux préoccupations des populations comme la prise effective de mesures d'accompagnement pour la mise en œuvre de la gratuité des soins destinée aux enfants de moins de 5 ans et aux femmes enceintes, la promotion de la justice fiscale, le contrôle populaire de la gestion de la chose publique, la liberté d'expression, etc...

Cependant l'action du pouvoir sur les syndicats de la couche supérieure de la petite bourgeoisie (Syndicats de la magistrature, SYMED, SYNADEC...) a des conséquences sur la prééminence accordée aux revendications économiques dans les autres syndicats de la fonction publique, y compris ceux du collectif CGT-B, au mépris des questions politiques. Ainsi dans de nombreux syndicats ayant opté pour le syndicalisme révolutionnaire de lutte de classes, les intellectuels petit-bourgeois se mobilisent massivement pour revendiquer des salaires parfois extrêmement élevés sans se préoccuper dans ces luttes des préoccupations du peuple. Donnant ainsi l'occasion au pouvoir de faire des amalgames en opposant malhonnêtement toutes les luttes légitimes des travailleurs aux intérêts des autres couches de la population.

VI. PERSPECTIVES/TACHES

Au regard du tournant important que vit notre pays dans son histoire néocoloniale caractérisée par une crise révolutionnaire profonde qui oppose les deux camps suivants :

- ◆ le camp de l'impérialisme et ses alliés locaux qui déploient tous les moyens pour préserver et consolider le régime néocolonial profondément ébranlé par l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et la résistance populaire au putsch du 16 septembre 2015;
- ◆ le camp du peuple dont les composantes mènent des luttes sur toute l'étendue du territoire national et qui montre qu'il entend défendre les acquis de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre

2014 et la résistance populaire au putsch du 16 septembre 2015 dans le but de réaliser un changement fondamental en sa faveur.

Dans un tel contexte, le collectif CGT-B est interpellé à œuvrer pour le renforcement de la structure et des syndicats membres en vue de contribuer au développement d'un mouvement démocratique et révolutionnaire capable de relever les défis que pose l'évolution de la situation nationale. Il s'agit de travailler à :

- renforcer les structures, syndicats professionnels, fédérations et comités par une mobilisation large et profonde des travailleurs à travers des AG, des conférences publiques, etc. pour la défense ferme de leurs intérêts matériels et moraux en lien avec celle des acquis de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et de la résistance populaire au putsch du 16 septembre 2015 en ville comme en campagne aux côtés de notre peuple.
- maintenir les cadres de luttes collectives (UAS, collectif CGT-B, CCVC etc.) et développer en leur sein la solidarité et l'esprit de lutte pour les droits des travailleurs et ceux du peuple ;
- renforcer le collectif CGT-B en tant que pôle du SRLC par des actions concrètes de solidarité et d'unité de luttes : meeting, luttes, marches etc. de soutien entre les organisations membres afin de consolider son rayonnement au sein des travailleurs ;
- trouver les formes de lutte et les revendications qui élèvent le niveau politique des travailleurs et des masses.
- mettre en place des programmes appropriés pour accompagner les structures dans le travail de mobilisation et de formation politique et syndicale des militants ;
- lier de façon concrète les luttes revendicatives des travailleurs avec les luttes du peuple.
- travailler à résoudre les contradictions qui peuvent naître dans les organisations de masses dans le sens du renforcement de la ligne syndicale ;
- renforcer une vie démocratique des structures des syndicats membres du collectif CGT-B en suscitant des débats lors des rencontres organisées ;

➤ prendre les dispositions (directives, AG, etc.) pour l'information et la formation des structures et des travailleurs à tous les niveaux sur les enjeux de l'écriture en cours de l'avant-projet de Constitution de la V^{ème} République afin de leur permettre de contribuer à la défense des intérêts des travailleurs en lien avec ceux de notre peuple ;

➤ poursuivre le travail d'explication sur les conséquences des réformes économiques néo-coloniales ayant conduit le pays dans la situation catastrophique actuelle ;

L'élévation du niveau de conscience politique des travailleurs conformément à l'orientation révolutionnaire de nos organisations et à l'expérience récente de notre peuple et celles des autres peuples du monde nous permet d'appréhender cet enseignement fondamental selon lequel le changement radical, en un mot la révolution, auquel aspire notre peuple et partant les travailleurs ne viendra ni des élections ni d'un putsch mais de la lutte organisée et consciente des masses populaires sous la direction du parti du prolétariat.

VIVE LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE DE LUTTE DE CLASSES !

VIVE LE COLLECTIF CGT-B !

PAIN ET LIBERTE POUR LE PEUPLE !